COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A/B

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 76

AFFAIRE DU CHEMIN DE FER
PANEVEZYS-SALDUTISKIS

ARRÊT DU 28 FÉVRIER 1939

1939

JUDGMENT OF FEBRUARY 28th, 1939

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A./B.

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 76

THE PANEVEZYS-SALDUTISKIS
RAILWAY CASE

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1939.
Le 28 février.
Rôle général
nos 74 et 76.

ANNÉE JUDICIAIRE 1939

28 février 1939.

AFFAIRE DU CHEMIN DE FER
PANEVEZYS-SALDUTISKIS

1° *Exception préliminaire basée sur la règle d'après laquelle la demande doit être nationale non seulement au moment de sa présentation, mais également au moment du préjudice subi. Exception non retenue comme préliminaire au sens de l'article 62 du Règlement; impossibilité dans l'espèce de statuer sur ladite exception sans statuer sur le fond.*

2° *Exception préliminaire fondée sur la règle exigeant l'épuisement des recours internes. Retenue comme bien fondée.*

ARRÊT

Présents : M. GUERRERO, *Président* ; sir CECIL HURST, *Vice-Président* ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, ERICH, *juges* ; MM. STRANDMAN et RÖMER'IS, *juges ad hoc*.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

 JUDICIAL YEAR 1939.

February 28th, 1939.

 1939.
 February 28th.
 General List:
 Nos. 74 and 76.

 THE PANEVEZYS-SALDUTISKIS
 RAILWAY CASE

1. *Preliminary objection based on the rule that a claim must be a national claim not only at the time of its presentation, but also at the time when the injury was suffered. This objection not held to constitute a preliminary objection within the meaning of Article 62 of the Rules; impossibility in this case of adjudicating on this objection without adjudicating on the merits.*

2. *Preliminary objection based on the local remedies rule. This objection held to be well founded.*

 JUDGMENT.

Present: M. GUERRERO, President; Sir CECIL HURST, Vice-President; Count ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, ERICH, Judges; MM. STRANDMAN and RÖMER'IS, Judges ad hoc.

Dans l'affaire du chemin de fer Panevezys-Saldutiskis,

entre

le Gouvernement de la République estonienne, représenté par le baron Boris Nolde, comme agent,

et

le Gouvernement de la République lithuanienne, représenté par M. André Mandelstam, comme agent,

La Cour,

ainsi composée,

rend l'arrêt suivant :

Par requête introductive d'instance, déposée et enregistrée au Greffe de la Cour le 2 novembre 1937 conformément à l'article 40 du Statut de la Cour, le Gouvernement estonien a introduit devant la Cour une instance contre le Gouvernement lithuanien, à la suite du refus de ce Gouvernement de reconnaître les droits de propriété et de concession revendiqués par une société dite *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* sur la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, saisie et exploitée par le Gouvernement lithuanien. Le requérant s'est adressé à la Cour en se référant aux déclarations de l'Estonie et de la Lithuanie portant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour ainsi qu'il est prévu à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour.

Après un exposé succinct des faits et des motifs par lesquels la demande est prétendue justifiée, la requête demandait à la Cour de dire et juger :

« 1° Qu'à tort le Gouvernement lithuanien a refusé de reconnaître les droits de la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal*, en tant que propriétaire et concessionnaire de la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, et de l'indemniser pour la saisie et l'exploitation illégales de cette ligne.

2° Que le Gouvernement lithuanien est tenu à la réparation du préjudice subi de ce chef par la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* et évalué, à la suite du retrait par ladite société de ses propositions transactionnelles, à la somme de lits-or 14.000.000 avec intérêts à 6 % l'an à compter du 1^{er} janvier 1937. »

A la date du 2 novembre 1937, la requête du Gouvernement estonien a été notifiée au Gouvernement lithuanien ; le 5 novembre, elle a fait l'objet des communications visées aux articles 40 du Statut et 34 du Règlement.

In the case concerning the Panevezys-Saldutiskis railway,

between

the Government of the Republic of Estonia, represented by Baron Boris Nolde, as Agent,

and

the Government of the Republic of Lithuania, represented by M. André Mandelstam, as Agent,

The Court,

composed as above,

delivers the following judgment :

By an Application filed with the Registry of the Court on November 2nd, 1937, under Article 40 of the Statute, the Estonian Government instituted proceedings before the Court against the Lithuanian Government owing to the refusal of the latter Government to recognize the proprietary and concessionary rights claimed by a Company known as the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* in respect of the Panevezys-Saldutiskis railway, which had been seized and operated by the Lithuanian Government. The Applicant, in submitting the case, relies upon the declarations of Estonia and Lithuania accepting the compulsory jurisdiction of the Court as provided in Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court.

After a succinct statement of the facts and arguments adduced in support of the claim, the Application prays the Court to adjudge and declare :

“1. That the Lithuanian Government has wrongfully refused to recognize the rights of the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company, as owners and concessionaires of the Panevezys-Saldutiskis railway line, and to compensate the Company for the illegal seizure and operation of this line.

2. That the Lithuanian Government is under an obligation to make good the prejudice which has been thus sustained by the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company, and which is estimated, the proposals for a compromise made by that Company having been withdrawn, at the sum of 14,000,000 Gold Lits, with interest at 6% per annum as from January 1st, 1937.”

On November 2nd, 1937, notice of the Application of the Estonian Government was given to the Lithuanian Government, and on November 5th the communications provided for in Article 40 of the Statute and Article 34 of the Rules of Court were duly despatched.

La Cour ne comptant sur le siège aucun juge de la nationalité des Parties en cause, le Gouvernement estonien et le Gouvernement lithuanien se sont prévalus du droit de désigner chacun un juge conformément aux dispositions de l'article 31 du Statut et ont désigné respectivement à ce titre, le Gouvernement estonien, M. Otto Strandman, et le Gouvernement lithuanien, M. Mykolas Römer'is. Ces deux Gouvernements ont désigné comme agents : le Gouvernement estonien, le baron Boris Nolde, et le Gouvernement lithuanien, M. André Mandelstam.

Par ordonnance du 15 novembre 1937, le Président de la Cour a fixé les délais pour la présentation des Mémoire, Contre-Mémoire, Réplique et Duplique.

Dans son Mémoire, présenté dans le délai ainsi fixé, le Gouvernement estonien a conclu à ce qu'il plaise à la Cour dire et juger :

« 1° Qu'à tort le Gouvernement lithuanien a refusé de reconnaître les droits de la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal*, en tant que propriétaire et concessionnaire de la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, et de l'indemniser pour la saisie et l'exploitation illégales de cette ligne.

2° Que le Gouvernement lithuanien est tenu à la réparation du préjudice subi de ce chef par la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* et évalué à I) la somme de Lits-or 6.850.000 représentant le prix du chemin de fer, plus II) la somme représentant les annuités dues pour l'exploitation du chemin de fer par les autorités lithuaniennes du jour de la saisie au jour du paiement, chaque annuité étant forfaitairement considérée égale à six pour cent du prix du chemin de fer fixé ci-dessus. »

Le 15 mars 1938, date fixée pour le dépôt de son Contre-Mémoire, le Gouvernement lithuanien a présenté des exceptions préliminaires qu'il a accompagnées d'un Contre-Mémoire préliminaire.

Les exceptions soulevées par le Gouvernement lithuanien contre les demandes du Gouvernement estonien étaient au nombre de deux et respectivement basées : la première « sur l'inobservation par le Gouvernement estonien de la règle du droit des gens qui veut que la demande soit nationale non seulement au moment de sa présentation, mais également au moment du préjudice subi », et la deuxième « sur l'inobservation par le Gouvernement estonien de la règle du droit des gens exigeant l'épuisement du recours interne ». Le Gouvernement lithuanien concluait à ce qu'il plaise à la Cour déclarer les demandes du Gouvernement estonien irrecevables.

Par le fait du dépôt de l'acte introductif d'exceptions et conformément à l'article 62, alinéa 3, du Règlement, la procédure sur le fond ayant été suspendue, le Président de la Cour a rendu, le 15 mars 1938, une ordonnance fixant au 30 avril

As the Court does not include upon the Bench any judge of the nationality of either of the Parties to the case, the Estonian Government and the Lithuanian Government availed themselves of their right under Article 31 of the Statute each to nominate a judge, and nominated respectively M. Otto Strandman and M. Mykolas Römer's. The two Governments appointed as Agents: the Estonian Government, Baron Boris Nolde, and the Lithuanian Government, M. André Mandelstam.

By an Order made on November 15th, 1937, the President of the Court fixed the time-limits for the filing of the Memorial, Counter-Memorial, Reply and Rejoinder.

In its Memorial, duly filed within the prescribed time-limit, the Estonian Government prays the Court to adjudge and declare:

"1. That the Lithuanian Government has wrongfully refused to recognize the rights of the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company, as owners and concessionaires of the Panevezys-Saldutiskis railway line, and to compensate the Company for the illegal seizure and operation of this line.

2. That the Lithuanian Government is under an obligation to make good the prejudice which has been sustained by the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company, and which is estimated at (I) the sum of 6,850,000 Gold Lits, representing the price of the railway, plus (II) a sum representing the annual payments due in respect of the exploitation of the railway by the Lithuanian authorities from the date of seizure to the date of payment, each annual payment being reckoned as equal to six per cent on the price of the railway fixed as above."

On March 15th, 1938, the date fixed for the filing of its Counter-Memorial, the Lithuanian Government submitted preliminary objections accompanied by a preliminary Counter-Memorial.

The objections raised by the Lithuanian Government to the claims of the Estonian Government were two in number, the first being based on "the non-observance by the Estonian Government of the rule of international law to the effect that a claim must be a national claim not only at the time of its presentation but also at the time when the injury was suffered", and the second "on the non-observance by the Estonian Government of the rule of international law requiring the exhaustion of the remedies afforded by municipal law". The Lithuanian Government prayed the Court to declare that the claims of the Estonian Government cannot be entertained.

The proceedings on the merits having, under Article 62, paragraph 3, of the Rules of Court, been suspended by the filing of the objections, the President of the Court, on March 15th, 1938, made an Order fixing April 30th, 1938, as the date of

1938 la date d'expiration du délai dans lequel le Gouvernement estonien pouvait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions soulevées par le Gouvernement lithuanien.

La procédure écrite afférente aux exceptions s'est terminée par le dépôt, dans le délai fixé, de cet exposé, qui concluait à ce qu'il plaise à la Cour « rejeter lesdites exceptions ».

A la suite des débats oraux tenus les 13, 14, 15, 17 et 18 juin 1938, la Cour a rendu, le 30 juin 1938, une ordonnance par laquelle, appliquant l'article 62, alinéa 5, du Règlement, elle a « joint les exceptions soulevées par le Gouvernement lithuanien au fond de l'instance introduite par la requête du Gouvernement estonien, enregistrée au Greffe le 2 novembre 1937, pour être statué par un seul et même arrêt sur lesdites exceptions et, éventuellement, sur le fond ». En même temps, la Cour a fixé de nouveaux délais pour la présentation des Contre-Mémoire, Réplique et Duplique.

Ces pièces ont été dûment déposées dans les délais ainsi fixés, dont le dernier, afférent au dépôt de la Duplique, expirait le 25 novembre 1938 ; c'est à cette date que l'affaire s'est donc trouvée en état.

Dans son Contre-Mémoire, le Gouvernement lithuanien a formulé les conclusions suivantes :

« Le Gouvernement lithuanien, sous toutes réserves de développer ultérieurement tous autres moyens et conclusions,

Conclut à ce qu'il plaise à la Cour permanente de Justice internationale de rejeter les réclamations du Gouvernement estonien.

Subsidiairement,

Sous réserve de tous moyens et preuves à présenter ultérieurement,

Pour le cas où la Cour considérerait que la Société *Esimene* continue la personnalité de l'ancienne Première Société russe et lui reconnaîtrait le droit à une réparation, le Gouvernement lithuanien, vu l'article 63 du Règlement de la Cour, introduit dès à présent contre le Gouvernement estonien une demande reconventionnelle, en évaluant le montant du préjudice subi à la somme de 7.337.271 litas 98 cents avec les intérêts à 6 % l'an à compter du 1^{er} septembre 1938 jusqu'au jour du paiement,

Et conclut à ce qu'il plaise à la Cour permanente de Justice internationale de lui adjuger le montant de cette demande reconventionnelle. »

Dans sa Réplique, le Gouvernement estonien a maintenu les conclusions de son Mémoire et de son Exposé écrit et conclu en outre à ce qu'il plaise à la Cour « rejeter la demande reconventionnelle du Gouvernement lithuanien ».

expiration of the time allowed to the Estonian Government for the presentation of a written statement of its observations and submissions in regard to the objections raised by the Lithuanian Government.

The written proceedings in regard to the objections were brought to a close by the filing within the prescribed time-limit of this statement in which it was submitted that the Court should "overrule the objections".

After hearings held on June 13th, 14th, 15th, 17th and 18th, 1938, the Court, on June 30th, 1938, made an Order whereby, under Article 62, paragraph 5, of the Rules, it joined "the objections raised by the Lithuanian Government to the merits of the proceedings instituted by the Application of the Estonian Government filed with the Registry on November 2nd, 1937, in order that it may adjudicate in one and the same judgment upon these objections and, if need be, on the merits". At the same time the Court fixed new time-limits for the filing of the Counter-Memorial, Reply and Rejoinder.

These documents were duly filed within the prescribed time-limits, the last of which, that for the Rejoinder, expired on November 25th, 1938. Accordingly on that date the case became ready for hearing.

In its Counter-Memorial, the Lithuanian Government presented the following submissions:

"The Lithuanian Government, reserving the right subsequently to present any further arguments or submissions,

Prays the Permanent Court of International Justice to dismiss the claims of the Estonian Government.

Alternatively,

And subject to the subsequent presentation of any further arguments and evidence,

In case the Court should hold that the legal personality of the former First Russian Company persists in the *Esimene* Company and should recognize that the latter is entitled to reparation, the Lithuanian Government, in accordance with Article 63 of the Rules of Court, now presents a counter-claim against the Estonian Government, estimating the amount of the prejudice sustained at the sum of 7,337,271 Lits 98 cents, with interest at 6% per annum as from September 1st, 1938, until the date of payment,

And prays the Permanent Court of International Justice to award it the amount of this counter-claim."

In its Reply, the Estonian Government maintained the submissions contained in its Memorial and written statement and prayed the Court "to overrule the counter-claim of the Lithuanian Government".

Dans sa Duplique, le Gouvernement lithuanien a maintenu les conclusions qu'il avait déjà formulées.

Au cours des audiences publiques tenues les 19, 20, 24, 25, 27 et 30 janvier 1939, la Cour a entendu les agents des deux Parties qui ont, à l'issue de leurs exposés oraux, formulé les conclusions finales suivantes.

L'agent du Gouvernement estonien a demandé à la Cour de

« Rejeter la demande reconventionnelle de la Lithuanie énoncée dans son Contre-Mémoire du 30 août 1938,

Dire et juger

Qu'à tort le Gouvernement lithuanien a refusé de reconnaître les droits de la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* en tant que propriétaire et concessionnaire de la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis et de l'indemniser pour la saisie et l'exploitation illégales de cette ligne ;

Que le Gouvernement lithuanien est tenu à la réparation du préjudice subi de ce chef par la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* et évalué à 1) la somme forfaitaire de litas-or 6.850.000, représentant le prix du chemin de fer, plus 2) les intérêts sur cette somme calculés au taux de six pour cent l'an, à compter du jour de la saisie au jour du paiement ;

Que le paiement indiqué doit être fait au courant du mois qui suivra le prononcé de l'arrêt, au moyen d'un versement en livres sterling au compte de la Banque d'État d'Estonie (*Eesti Pank*) à la *Royal Scotland Bank* à Londres, destiné à indemniser la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* ;

Que le paiement indiqué vaudra mainlevée totale et définitive de toutes hypothèques ou gages qui pourraient appartenir aux obligataires de la Première Société des Chemins de fer secondaires en Russie (ou de la Société *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal*) sur la voie ferrée Panevezys-Saldutiskis et tous les biens meubles et immeubles qui en dépendent. »

L'agent du Gouvernement lithuanien, maintenant toutes les conclusions et tous les moyens précédemment présentés par ce Gouvernement, a conclu

« à ce qu'il plaise à la Cour permanente de Justice internationale de déclarer irrecevables les demandes du Gouvernement estonien.

Quant au fond, qu'il plaise à la Cour permanente de Justice internationale de rejeter les réclamations du Gouvernement estonien.

Subsidiairement,

Pour le cas où la Cour considérerait que la Société *Esimene* continue la personnalité de l'ancienne Première Société russe et lui reconnaîtrait le droit à une réparation,

In its Rejoinder, the Lithuanian Government maintained the submissions which it had already made.

In the course of public sittings held on January 19th, 20th, 24th, 25th, 27th and 30th, 1939, the Court heard the Agents of the two Parties, who at the conclusion of their oral arguments presented the following final submissions.

The Agent for the Estonian Government prayed the Court

“To dismiss the counter-claim of the Lithuanian Government presented in its Counter-Memorial of August 30th, 1938,

To adjudge and declare

That the Lithuanian Government has wrongfully refused to recognize the rights of the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company, as owners and concessionaires of the Panevezys-Saldutiskis railway line, and to compensate the Company for the illegal seizure and operation of this line;

That the Lithuanian Government is under an obligation to make good the prejudice which has thus been sustained by the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company, and which is estimated at (1) the sum of 6,850,000 Gold Lits representing the price of the railway, plus (2) interest on this sum calculated at the rate of six per cent per annum from the date of seizure to the date of payment;

That the above payment shall be made in the course of the month following delivery of the judgment by means of a payment in pounds sterling to the account of the Estonian State Bank (*Eesti Pank*) with the Royal Scotland Bank in London, for the compensation of the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company;

That the said payment will involve total and final release of the Panevezys-Saldutiskis railway and all the movable and immovable property appertaining thereto, from all mortgages or liens which may belong to the bondholders of the First Company of Secondary Railways in Russia (or the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Company).”

The Agent for the Lithuanian Government, maintaining all submissions and arguments previously presented by his Government, prayed the Permanent Court of International Justice

“to declare that the claims of the Estonian Government cannot be entertained.

With regard to the merits, to dismiss the claims of the Estonian Government.

Alternatively,

In case the Court should hold that the legal personality of the former First Russian Company persists in the *Esimene* Company and should recognize that the latter is entitled to compensation,

Qu'il plaise à la Cour permanente de Justice internationale d'adjuger au Gouvernement lithuanien le montant de sa demande reconventionnelle en évaluant le montant du préjudice subi à la somme de 7.337.271 litas 98 cents, avec les intérêts à 6 % l'an à compter du 1^{er} septembre 1938 jusqu'au jour du paiement. »

Des documents justificatifs ont été déposés au nom de chacune des Parties ¹.

C'est en cet état de la procédure que la Cour est appelée à statuer.

* * *

Les faits sont les suivants :

En 1892 fut fondée à Saint-Pétersbourg, sous le nom de « Première Société des Chemins de fer secondaires en Russie », une société anonyme par actions, dont les statuts furent approuvés par décret impérial du 26 mars 1892.

Aux termes du § 1 de ses statuts, cette société avait pour objet « la construction et l'exploitation de chemins de fer d'adduction et en général secondaires à voie large et étroite à l'usage commun et privé, ainsi que la construction, l'exploitation et la vente de chemins de fer transportables ». D'après le § 2, la société pouvait, après l'obtention le cas échéant de l'autorisation de l'institution administrative compétente, notamment construire et exploiter des voies ferrées de toute espèce et type pour son compte et à ses risques. L'activité de la société pouvait s'exercer sur toute l'étendue de l'Empire russe. Aux termes du § 26, le siège du Conseil d'administration était fixé à Saint-Pétersbourg.

Par décret impérial du 21 novembre 1897, la société reçut l'autorisation de construire et d'exploiter (dans les conditions fixées par décret du 27 juin 1894 pour une autre ligne, la ligne Sventziany à Gloubokoïe) une ligne de chemin de fer entre la station de Sventziany, située sur la voie ferrée de Saint-Pétersbourg à Varsovie, et la station de Panevezys, située sur la voie ferrée de Libau à Romny. La société possédait également d'autres lignes situées dans diverses parties de l'Empire russe, notamment dans les provinces baltiques et aussi en Ukraine.

Les statuts de la société furent révisés suivant approbation impériale du 3 juillet 1898 et reçurent par la suite diverses modifications partielles approuvées par décrets de l'Empereur des 11 avril 1900, 6 novembre 1901 et 24 avril 1912.

Une assemblée générale d'actionnaires paraît avoir eu lieu en juillet 1917. Trois mois plus tard survint la révolution bolchéviste, dite révolution d'octobre. Presque immédiatement, 14 décembre

¹ Voir bordereau à l'annexe.

To award to the Lithuanian Government the amount of its counter-claim, assessing the prejudice sustained at the sum of 7,337,271 Lits 98 cents, with interest at 6 % per annum from September 1st, 1938, until the date of payment.”

Documents in support of their contentions were filed on behalf of each Party¹.

The above being the state of the proceedings, the Court must now adjudicate.

* * *

The facts are as follows :

In 1892 a company was founded at St. Petersburg under the name of the “First Company of Secondary Railways in Russia”, and its statutes were approved by Imperial decree on March 26th, 1892.

Under § 1 of its statutes, the Company had for its object “the construction and operation of broad and narrow gauge approach and secondary railways in general for public and private use, and the construction, operation and sale of transportable railways”. Under § 2, the Company was authorized, subject to obtaining where necessary the sanction of the competent administrative body, *inter alia*, to construct and operate railways of every kind and type on its own account and at its own risk. The Company might engage in these activities throughout the whole of the Russian Empire. Under § 26, the registered offices of the Company were established at St. Petersburg.

By an Imperial decree of November 21st, 1897, the Company was authorized to construct and operate (under the conditions fixed by a decree of June 27th, 1894, for another line, the Sventziany to Gloubokoïe line) a railway between the station at Sventziany, on the St. Petersburg-Warsaw railway, and the station at Panevezys, on the Libau-Romny railway. The Company also possessed other lines in various parts of the Russian Empire, in particular in the Baltic provinces and in the Ukraine.

The statutes of the Company were revised and received Imperial sanction on July 3rd, 1898, and subsequently various partial amendments were approved by Imperial decrees of April 11th, 1900, November 6th, 1901, and April 24th, 1912.

A general meeting of shareholders appears to have taken place in July 1917. Three months later, the Bolshevik revolution—the so-called October revolution—took place. Almost

¹ See list in annex.

1917, un décret du Comité exécutif central sur la nationalisation des banques mettait dans les mains du Gouvernement soviétique les actions, l'actif et le passif des sociétés existant en Russie. Parmi ces sociétés se trouvait la « Première Société des Chemins de fer secondaires ».

Les événements politiques se succédèrent alors rapidement : le 16 février 1918, la Lithuanie se proclame État indépendant ; le 24 février, il en est de même de l'Estonie, et quelques jours après, le 3 mars, le Traité de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et ses alliés et la Russie consacre l'abandon de la souveraineté russe sur les provinces baltiques et la Lithuanie, lesquelles restaient d'ailleurs occupées par les troupes allemandes.

D'autre part, les dirigeants bolchévistes s'empressèrent de prendre les mesures considérées nécessaires pour instaurer sur le territoire russe le régime soviétique communiste tendant à confisquer les propriétés privées. Le 28 juin 1918, c'est un décret déclarant « propriété de la République socialiste fédérative soviétique russe » les entreprises industrielles et commerciales se trouvant dans les limites de la République soviétique, parmi lesquelles « toutes les entreprises des sociétés privées de chemins de fer et de chemins de fer secondaires, tant en exploitation qu'en construction » (art. I). Les sections correspondantes du Conseil supérieur de l'Économie nationale sont chargées d'élaborer et de mettre à exécution le plus rapidement possible l'organisation de l'administration des entreprises nationalisées ; en ce qui concerne les chemins de fer, la tâche est confiée au Commissariat du Peuple des Voies de communication avec approbation du Conseil des Commissaires du Peuple (art. II). Jusqu'à un ordre spécial, les entreprises déclarées propriété de la République soviétique sont « considérées comme gratuitement données à ferme aux anciens propriétaires ; les conseils d'administration et les anciens propriétaires les financent aux conditions antérieures et en touchent les revenus comme auparavant » (art. III). Les directeurs et autres gérants responsables des entreprises nationalisées sont responsables de la garde, de la conservation et du fonctionnement de l'entreprise. En cas d'abandon de leurs postes ou de négligence, ils encourent une responsabilité pénale (art. IV). Les administrateurs responsables sont déclarés au service de la République socialiste fédérative soviétique russe. En cas d'abandon de leurs postes, les membres du personnel technique et administratif sont responsables devant le Tribunal révolutionnaire « avec toute la rigueur des lois » (art. V). Enfin, toutes les sommes personnelles appartenant aux membres des conseils d'administration, aux actionnaires et propriétaires des entreprises nationalisées sont provisoirement frappées d'opposition.

immediately afterwards, December 14th, 1917, a decree of the Central Executive Committee concerning the nationalization of banks placed in the hands of the Soviet Government the shares, assets and liabilities of companies existing in Russia. Among these companies was the "First Company of Secondary Railways".

Political events then followed in rapid succession: on February 16th, 1918, Lithuania proclaimed itself an independent State; on February 24th the same thing happened in Estonia, and some days later, March 3rd, the Treaty of Brest-Litovsk between Germany and her allies and Russia confirmed the abandonment of Russian sovereignty over the former Baltic provinces and Lithuania which, however, remained in the occupation of German troops.

Furthermore, the Bolshevist leaders hurried on measures intended to establish the communist Soviet régime confiscating private property throughout Russian territory. On June 28th, 1918, a decree was promulgated declaring "to be the property of the Russian Socialist Federated Soviet Republic" all industrial and commercial undertakings in Soviet Russia including "all the undertakings of private and secondary railway companies, whether in operation or under construction" (Art. I). The competent sections of the Supreme Council of National Economy were instructed to work out and carry through as speedily as possible the organization of the administration of the nationalized undertakings; in so far as railways were concerned, the task was entrusted to the Commissariat of the People for Communications, subject to the approval of the Council of Commissaries of the People (Art. II). Until special orders were issued, undertakings which had been declared the property of the Soviet Republic were "regarded as leased rent free to the former owners; the Boards of Directors and former owners financing them under the old conditions and receiving the revenues as before" (Art. III). The directors and other managers responsible for nationalized undertakings were responsible for the maintenance, upkeep and operation of the undertaking. If they abandoned their posts or showed negligence, they incurred criminal liability (Art. IV). The responsible administrators were declared to be in the service of the Russian Socialist Federated Soviet Republic. If they abandoned their posts, members of the technical and administrative staff were to be held responsible before the Revolutionary Tribunal "with the utmost rigour of the law" (Art. V). Finally, all moneys belonging personally to members of Boards, to the shareholders and owners of nationalized undertakings were provisionally attached.

Peu de temps après, le 4 septembre 1918, intervenait un second décret soviétique destiné à « compléter » le précédent, notamment en ce qui concerne les chemins de fer. Les conseils d'administration des anciens chemins de fer privés qui passent actuellement en propre à la République sont supprimés et remplacés sur chaque ligne par une commission dite de liquidation.

Quelques mois plus tard, le 4 mars 1919, un troisième décret soviétique déclarait : « *Article premier.* — Les actions et parts des sociétés et compagnies par actions dont les entreprises ont été nationalisées ou séquestrées sont annulées aux cas même où ces entreprises n'auraient pas encore passé sous la direction de conseils d'administration gouvernementaux et où les anciens possesseurs en auraient la jouissance à titre de bail gratuit. »

En septembre 1919, le Gouvernement lithuanien prenait possession de la ligne de chemin de fer Panevezys-Sventziany, qui se trouvait sur le territoire devenu celui de l'État lithuanien.

Quelques mois après, le 2 février 1920, était, d'autre part, signé par la République socialiste fédérative soviétique russe son premier traité avec les nouveaux États baltes : le Traité de Tartu conclu avec l'Estonie¹, lequel était suivi, le 12 juillet 1920, du Traité conclu à Moscou avec la Lithuanie² et, le 11 août 1920, du Traité également signé à Moscou avec la Lettonie³.

Dans l'affaire actuelle, le Traité de Tartu du 2 février 1920 conclu entre la République soviétique et l'Estonie mérite une attention particulière ; car, à la différence des deux autres traités qui l'ont suivi, il contient des stipulations détaillées sur le sort des biens privés se trouvant sur le territoire de l'Estonie et notamment des sociétés par actions.

Aux termes de l'article XI de ce traité, dont la portée, sinon la traduction, est contestée par les Parties, la Russie déclare renoncer « à tous les droits du Trésor russe sur les biens meubles et immeubles des personnes privées ne lui ayant pas appartenu, pour autant que ceux-ci sont situés sur le territoire de l'Estonie ». Tous ces biens deviennent « la propriété exclusive de l'Estonie » et sont libérés de toute obligation à dater du 14 décembre 1917, date, comme on l'a vu, du décret sur la nationalisation des banques.

En outre, un article additionnel audit article XI précise que : « Le Gouvernement russe remettra au Gouvernement estonien, entre autres, les actions de celles des sociétés par actions qui avaient des entreprises sur le territoire estonien en tant que les actions mentionnées se sont trouvées à la disposition du

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. XI, pp. 29-71.

² *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. III, pp. 105-137.

³ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. II, pp. 195-231.

Shortly afterwards, on September 4th, 1918, a second Soviet decree was promulgated which was designed "to supplement" the preceding decree, particularly with regard to railways. The Boards of former private railways which now became the property of the Republic were abolished and replaced by a so-called liquidation commission for each line.

Some months later, March 4th, 1919, a third Soviet decree provided as follows: "*Article 1.*—The shares and foundation shares of joint-stock companies the undertakings of which have been nationalized or sequestrated are annulled even in cases where such undertakings have not yet passed under the control of governmental boards and where they have been leased to the former owners rent free."

In September 1919, the Lithuanian Government took possession of the Panevezys-Sventziany railway which was situated in territory which had become part of the State of Lithuania.

Some months later, on February 2nd, 1920, the Russian Socialist Federated Soviet Republic signed its first treaty with the new Baltic States: the Treaty of Tartu with Estonia¹, which was followed on July 12th, 1920, by the Treaty concluded at Moscow with Lithuania² and, on August 11th, 1920, by the Treaty with Latvia³, also signed at Moscow.

In the present case, the Treaty of Tartu of February 2nd, 1920, concluded between the Soviet Republic and Estonia merits special attention for the reason that, unlike the two other treaties which followed it, it contains detailed provisions as to the fate of private property situated in Estonian territory, particularly as to the property of joint-stock companies.

Under Article XI of this Treaty, of which the meaning and perhaps even the translation are disputed between the Parties, Russia renounces "all the rights of the Russian Treasury to the movable and immovable property of individuals which previously did not belong to her, in so far as such property may be situated in Estonian territory". All such property became "the sole property of Estonia" and was freed from all obligations as from December 14th, 1917, which, as has been seen, was the date of the decree nationalizing the banks.

Further, an article supplementary to this Article XI provides that: "The Russian Government will hand over to the Estonian Government *inter alia* the shares of those joint-stock companies which had undertakings in Estonian territory, in so far as such shares may be at the disposal of the Russian

¹ *League of Nations, Treaty Series*, Vol. XI, pp. 29-71.

² *League of Nations, Treaty Series*, Vol. III, pp. 105-137.

³ *League of Nations, Treaty Series*, Vol. II, pp. 195-231.

Gouvernement russe à la suite du décret du Comité exécutif central sur la nationalisation des banques du 14 décembre 1917.... De même, le Gouvernement russe donne son consentement à ce que le siège des conseils d'administration des sociétés par actions susindiquées soit considéré comme transféré à Reval et à ce que les autorités estoniennes aient le droit de modifier les statuts de ces sociétés en conformité des règles à établir par ces autorités. » Il est fait observer que « les actions susmentionnées ne confèrent à l'Estonie des droits que sur celles des entreprises des sociétés par actions qui se trouvent sur le territoire de l'Estonie, mais qu'en aucun cas les droits de l'Estonie ne peuvent s'étendre aux entreprises des mêmes sociétés se trouvant hors des limites de l'Estonie ».

Et alors, le traité mentionne expressément comme appartenant à ces sociétés par actions : « la Première Société des Chemins de fer secondaires ».

L'échange des ratifications du Traité de Tartu a eu lieu le 29 mars 1920.

On remarquera qu'au mois d'octobre 1920, quelques kilomètres de la ligne Panevezys-Sventziany situés entre cette dernière station et celle de Saldutiskis se trouvèrent soustraits à la souveraineté lithuanienne, pour passer ensuite sous la souveraineté polonaise.

Quelques jours après l'entrée en vigueur du Traité de Tartu, dont les dispositions pertinentes viennent d'être rapportées, le Gouvernement estonien promulguait, le 7 avril 1920, un premier règlement provisoire concernant les sociétés par actions dont les statuts avaient été approuvés par le Gouvernement russe, possédant des entreprises ou des biens sur le territoire estonien et qui, jusqu'à ce moment, ne s'étaient pas fait enregistrer par les tribunaux estoniens selon les règles établies. Ces sociétés devaient apparemment se réunir en assemblée générale dans les deux mois dudit décret, car le décret stipulait que, faute de ce faire, tous les pouvoirs des membres du conseil d'administration étaient réputés avoir perdu leur force, que des curateurs nommés par les tribunaux s'occuperaient de la gestion et au besoin de la liquidation des entreprises et autres biens des sociétés situés en Estonie et assimilés à des biens sans maître.

Pour prouver la validité de l'assemblée générale, les pièces justificatives devaient être accompagnées des statuts qui avaient été approuvés par le Gouvernement russe ; l'objet de cette assemblée générale devait être de mettre les statuts en conformité de la loi estonienne et de décider de leur « enregistrement dans les institutions judiciaires de l'Estonie ».

Une seconde ordonnance estonienne en date du 1^{er} octobre 1921 prévoyait la fin de la curatelle après que l'assemblée générale de la société intéressée aurait élu ses organes d'admi-

Government as a result of the decree of the Central Executive Committee regarding the nationalization of the banks of December 14th, 1917.... Similarly, the Russian Government agrees that the registered offices of the joint-stock companies above mentioned shall be regarded as transferred to Reval and that the Estonian authorities shall be entitled to amend the statutes of such companies in accordance with the rules to be laid down by those authorities." But the Treaty points out that "the above-mentioned shares shall only confer on Estonia rights in respect of those undertakings of the joint-stock companies which may be situated in Estonian territory and that in no case shall the rights of Estonia extend to undertakings of the same companies outside the confines of Estonia".

The Treaty then expressly mentions the "First Company of Secondary Railways" as included amongst these joint-stock companies.

The exchange of ratifications of the Treaty of Tartu took place on March 29th, 1920.

In October 1920, some kilometres of the Panevezys-Sventziany railway line situated between the latter station and Saldutiskis ceased to be under Lithuanian sovereignty and passed subsequently into that of Poland.

Some days after the coming into force of the Treaty of Tartu, the relevant provisions of which have been quoted above, the Estonian Government promulgated, on April 7th, 1920, a first set of provisional regulations regarding joint-stock companies whose statutes had been approved by the Russian Government, and which possessed undertakings or property in Estonian territory and had hitherto not had themselves registered by the Estonian courts in accordance with the regulations laid down. These companies apparently had to hold general meetings within two months after the decree, since the decree provided that, if they did not do so, all the powers of members of the Board of Directors would be held to have lapsed, and that curators appointed by the courts would undertake the administration and, if need be, the liquidation of the undertakings and property of such companies, such undertakings and property being treated as ownerless property.

In order to establish the validity of a general meeting, the documentary evidence was to be accompanied by the statutes which had been approved by the Russian Government; the purpose of such general meeting was to be the bringing of the statutes into conformity with Estonian law and a decision to have them "registered by the judicial authorities of Estonia".

A second Estonian ordinance, dated October 1st, 1921, provided that a company would be no longer subject to curatorship when the general meeting of its shareholders had elected its

nistration selon ses statuts approuvés par l'ancien Gouvernement russe et aurait fait enregistrer ses statuts conformément à la loi estonienne.

Le 21 mai 1922, la « Première Société des Chemins de fer secondaires en Russie », qui avait été mise sous séquestre le 7 avril précédent, était, par ordonnance du Tribunal d'arrondissement de Tallinn-Hapsal, mise sous curatelle.

Il n'apparaît pas qu'aucune assemblée générale de ladite société ait été tenue à cette époque en Estonie. En revanche, les documents fournis à la Cour font connaître que, le 23 novembre 1922 et pour la première fois depuis l'assemblée de juillet 1917, une assemblée générale de la société s'est tenue, non pas en Estonie, mais à Riga, en Lettonie, avec l'autorisation du Gouvernement letton et sous le régime de la loi lettone, — et qu'à cette assemblée le Conseil d'administration avait été chargé de prendre les mesures nécessaires pour reprendre et exploiter les biens de la société en Lithuanie et en Pologne, la partie du réseau située en Lettonie devant être cédée à une société lettone à constituer.

Le 4 août 1923, on constate la promulgation en Estonie d'une loi déclarant que, « en conformité du § 19 de la concession de la « Première Société des Chemins de fer secondaires « en Russie », sont rachetés en propre du fisc le 1^{er} octobre 1923 tous les chemins de fer de cette société qui se trouvent sur le territoire de la République estonienne ». La concession invoquée est celle donnée par l'empereur de Russie en 1897, et le § 19 vise le droit de rachat par le Gouvernement impérial.

On voit alors, à la date du 7 septembre 1923, le Gouvernement estonien autoriser la réunion d'une assemblée générale de la société (qui, comme on l'a vu, était sous curatelle depuis le 21 mai 1922), et les curateurs procéder, « en vertu du § 60 des statuts de la société », à la convocation d'une assemblée générale pour le 19 octobre suivant.

En fait, cette assemblée fut tenue le 2 novembre 1923 à Tallinn. Il y fut procédé à la revision et à la modification des statuts en conformité des lois estoniennes et en vue de l'exercice des pouvoirs désormais reconnus à la société en Estonie : exploitation, travaux, tarifs, exonération d'impôts, droit d'expropriation, soumission aux lois et règlements sur les chemins de fer, etc. Le siège de la société est fixé à Tallinn.

Ces nouveaux statuts furent autorisés le 8 novembre 1923 et enregistrés le 23 du même mois.

D'après le Mémoire du Gouvernement estonien, la « Première Société des Chemins de fer secondaires en Russie » se transforma ainsi « en une société estonienne ayant son siège social en Estonie, sous le nom de *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts*

officers in accordance with the statutes approved by the former Russian Government and had had its statutes registered in accordance with Estonian law.

On May 21st, 1922, the "First Company of Secondary Railways in Russia", which had been sequestered on April 7th, was placed under curatorship by order of the District Court of Tallinn-Hapsal.

It does not appear that any general meeting of this Company was held at this period in Estonia. On the other hand, the documents produced to the Court show that, on November 23rd, 1922, a general meeting of the Company—the first since the meeting of July 1917—was held, not in Estonia, but at Riga in Latvia, with the sanction of the Latvian Government and under Latvian law, and that at this meeting the Board of Directors was instructed to take the necessary steps to reacquire possession of and to operate the property of the Company in Lithuania and Poland; while the portion of the system situated in Latvia was to be ceded to a Latvian company which was to be formed.

On August 4th, 1923, a law was promulgated in Estonia declaring that, "in accordance with § 19 of the concession of the 'First Company of Secondary Railways in Russia', all railways of this Company in the territory of the Estonian Republic shall be bought out and become the property of the Treasury as from October 1st, 1923". The concession referred to is that granted by the Czar in 1897, and § 19 concerns the Imperial Government's right of redemption.

The next thing that happened was that the Estonian Government, on September 7th, 1923, authorized the holding of a general meeting of the Company (which, as has been seen, had been under curatorship since May 21st, 1922) and the curators, "in accordance with the statutes (§ 60)", proceeded to convene a general meeting for October 19th of the same year.

This general meeting was actually held in Tallinn on November 2nd, 1923. It proceeded to revise and amend the statutes in accordance with Estonian law and with a view to the exercise of the powers thenceforward to be enjoyed by the Company in Estonia: namely in respect of operation, works, tariffs, exemption from taxes, the right of expropriation, subjection to the laws and regulations in regard to railways, etc. The registered offices of the Company were fixed in Tallinn.

These new statutes were approved on November 8th, 1923, and registered on November 23rd.

As stated in the Estonian Memorial, the "First Company of Secondary Railways in Russia" was thus transformed "into an Estonian company having its registered offices in Estonia under the name of the *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal*

Venemaal » — traduction estonienne du nom de la société russe.

Le 10 mars 1924, une assemblée générale de l'*Esimene*, tenue à Tallinn, autorisait le Conseil d'administration à vendre la ligne située en Lithuanie, ainsi que les lignes situées en Lettonie et en Pologne. Le 3 octobre 1924, une nouvelle assemblée générale paraît avoir été tenue où la question de la ligne Panevezys-Saldutiskis aurait été spécialement examinée.

Le 5 mars 1925, une demande fut adressée au nom du Conseil d'administration de l'*Esimene* au Gouvernement lithuanien, le priant « d'ordonner les mesures nécessaires pour que la ligne Panevezys-Saldutiskis soit transmise à ses propriétaires légaux ».

Il n'apparaît pas qu'il ait été répondu à cette requête, et plusieurs années s'écoulèrent, au cours desquelles de nouvelles requêtes furent également présentées.

Le 14 novembre 1931, un mémorandum, accompagné d'une requête du Conseil d'administration de l'*Esimene*, fut remis au Gouvernement lithuanien. L'*Esimene* y fait valoir qu'elle est l'ancienne société russe transformée en société estonienne avec les mêmes titres et droits, et c'est pourquoi elle demande « comme telle » qu'il lui soit accordé une compensation équitable pour la ligne Panevezys qui lui appartient et lui a été enlevée d'une façon injustifiée.

Le 29 avril 1932, une démarche était faite auprès du Gouvernement lithuanien par le directeur de la société, à la suite de laquelle le Conseil d'administration, par une nouvelle requête en date du 20 mai 1932 déclarant consentir à la non-restitution de la ligne en question, espérait, en revanche, qu'il serait trouvé une voie équitable afin de donner une compensation pour le bien enlevé à la société.

De nouvelles requêtes furent adressées par le Conseil d'administration de l'*Esimene*, notamment le 20 mai 1932.

De son côté, le 25 janvier 1933, le Gouvernement lithuanien soumettait pour avis à son Conseil d'État, organe consultatif d'après sa loi organique du 21 août 1928, la question de savoir si la Société *Esimene* était fondée à émettre une prétention de droit civil contre le Gouvernement lithuanien sur la ligne Panevezys. Cet avis fut négatif.

Le 15 septembre 1933 et le 25 octobre 1933, la Société *Esimene* renouvelait ses requêtes, auxquelles le Gouvernement lithuanien répondait en déniaut les prétentions de la Société *Esimene* comme ayant droit de l'ancienne société, laquelle, selon lui, n'existerait plus.

Les pourparlers se poursuivirent dès lors entre le ministre d'Estonie à Kaunas et le Gouvernement lithuanien, la société proposant le rachat de sa ligne par le Gouvernement lithuanien : démarches du 7 septembre 1934, du 14 septembre 1936, et

—a translation into Estonian of the name of the Russian company.

On March 10th, 1924, a general meeting of the *Esimene* held in Tallinn authorized the Board of Directors to sell the line situated in Lithuania and the lines in Latvia and Poland. On October 3rd, 1924, another general meeting appears to have been held at which particular consideration was given to the question of the Panevezys-Saldutiskis railway.

On March 5th, 1925, a request was sent on behalf of the Board of the *Esimene* to the Lithuanian Government, asking it "to give instructions for the necessary steps to be taken for the handing over of the Panevezys-Saldutiskis line to its legal owners".

It does not appear that any answer was made to this petition, and several years elapsed in the course of which further petitions were made.

On November 14th, 1931, a memorandum accompanied by a petition from the Board of the *Esimene* was transmitted to the Lithuanian Government. In this memorandum the *Esimene* pointed out that it was the former Russian company transformed into an Estonian company with the same titles and rights, and accordingly it claimed "in that capacity" fair compensation for the Panevezys line which belonged to it and of which it had been unjustifiably deprived.

On April 20th, 1932, after the chairman of the Company had approached the Lithuanian Government, the Board of Directors, in a further petition of May 20th, 1932, stated that they consented to the non-restitution of the line in question but hoped on the other hand that some equitable method would be found of compensating the Company for the property of which it had been deprived.

Further petitions were sent by the Board of Directors of the *Esimene*, in particular one on May 20th, 1932.

On January 25th, 1933, the Lithuanian Government referred to its Council of State, which, under the organic law of August 21st, 1928, is an advisory body, the question whether the *Esimene* Company was justified in putting forward a claim in law against the Lithuanian Government in respect of the Panevezys railway. The opinion given was in the negative.

On September 15th, 1933, and October 25th, 1933, the *Esimene* Company presented further petitions to which the Lithuanian Government replied, refusing to admit the claim of the Company to be entitled to the rights of the former company which, in its contention, no longer existed.

The negotiations were thenceforward continued between the Estonian Minister in Kaunas and the Lithuanian Government, the Company proposing the purchase of its line by the Lithuanian Government (proposals of September 7th, 1934, September 14th,

lettre du 3 décembre 1936 du ministre d'Estonie auprès du Gouvernement lithuanien.

Par lettre du 30 décembre 1936, le Gouvernement lithuanien répondit que le litige était affaire de droit civil de la compétence des tribunaux lithuaniens.

Le 1^{er} février 1937, le Gouvernement estonien renouvelle ses instances, le litige portant toujours et sur la reconnaissance de l'*Esimene* comme ayant droit de la société russe et sur la compétence des tribunaux lithuaniens. Il y est ajouté l'argument d'une prétendue violation de la Convention commerciale conclue le 13 janvier 1934 entre l'Estonie et la Lithuanie et d'un prétendu déni de justice.

Le 5 mai 1937, le Gouvernement lithuanien répond par une fin de non-recevoir à la thèse estonienne.

Le 20 août 1937, le Gouvernement estonien fit alors connaître au Gouvernement lithuanien son intention de soumettre l'affaire à la Cour permanente de Justice internationale. A quoi le Gouvernement lithuanien répondit, tout en maintenant son opinion sur le point de vue juridique, que les relations amicales des deux États pourraient permettre, au cas où la Société *Esimene* n'aurait pas gain de cause devant les tribunaux lithuaniens, d'aboutir à une solution amiable du litige.

Tels sont les faits, qui ne paraissent d'ailleurs pas contestés par les Parties et en présence desquels, le 2 novembre 1937, le Gouvernement estonien adressa à la Cour la requête initiant la procédure dont il a été parlé au début du présent arrêt.

* * *

Dans le délai qui avait été imparti au Gouvernement lithuanien pour le dépôt de son Contre-Mémoire, l'agent de ce Gouvernement a soulevé deux exceptions préliminaires. A l'issue de la procédure écrite et orale dont ces exceptions ont fait l'objet, la Cour, ainsi qu'il a été rappelé, a, par son ordonnance du 30 juin 1938, joint ces exceptions au fond. Dans les considérants de cette ordonnance, la Cour a estimé que, dans cette phase de la procédure, une décision ne pouvait être prise ni sur le caractère préliminaire, ni sur le bien-fondé des exceptions ; qu'en effet, une telle décision aurait soulevé des questions de fait et des points de droit sur lesquels les Parties étaient à plusieurs égards en désaccord et qui étaient trop étroitement liés au fond pour que la Cour pût se prononcer dès ce moment à leur sujet. Maintenant que la Cour a entendu les arguments des Parties tant sur le fond que sur les exceptions, elle est en mesure de se prononcer sur celles-ci.

1936, and letter of December 3rd, 1936, addressed by the Estonian Minister to the Lithuanian Government).

In a letter of December 30th, 1936, the Lithuanian Government replied that the dispute was a matter of civil law and within the jurisdiction of the Lithuanian courts.

On February 1st, 1937, the Estonian Government renewed its representations, the dispute bearing as before both on the question of the recognition of the *Esimene* as entitled to the rights of the Russian company and on the question of the jurisdiction of the Lithuanian courts. It was also argued that there had been a violation of the Commercial Convention concluded on January 13th, 1934, between Estonia and Lithuania and a denial of justice.

On May 5th, 1937, the Lithuanian Government replied that it could not entertain the Estonian claim.

On August 20th, 1937, the Estonian Government informed the Lithuanian Government that it intended to bring the case before the Permanent Court of International Justice. The Lithuanian Government then replied that, while maintaining its own view on the question of law, the friendly relations between the two States might make it possible to reach a friendly settlement of the dispute, should the *Esimene* Company not win its case before the Lithuanian courts.

Such are the facts, which moreover do not appear to be disputed by the Parties, and on the basis of which the Estonian Government on November 2nd, 1937, filed with the Court the Application instituting the proceedings referred to at the beginning of this judgment.

* * *

Within the time-limit fixed for the filing of the Counter-Memorial by the Lithuanian Government, the Agent for that Government submitted two preliminary objections. After the usual proceedings and hearings in connection with these objections, the Court, as has been explained, joined these objections to the merits by its Order of June 30th, 1938, saying in the course of that Order that at the then stage of the proceedings the Court could not take a decision either as to the preliminary character of the objections or as to whether they were well founded, for any such decision would raise questions of fact and law in regard to which the Parties were in several respects in disagreement and which were too closely linked to the merits for the Court to adjudicate upon them at that stage. Now that it has heard the arguments of the Parties on the merits of the case as well as on the objections, the Court is in a position to give its decision on the objections.

Les deux exceptions ont été présentées en tant qu'exceptions *préliminaires*, sur la base de l'article 62 du Règlement de la Cour. Il est évident que cet article couvre plus que les exceptions d'incompétence. Les termes et le fond de cet article démontrent qu'il s'applique à toute exception dont l'effet, si elle était retenue par la Cour, serait de mettre fin à la procédure dans l'affaire en cause, et dont il conviendrait, par conséquent, pour la Cour de s'occuper avant d'aborder le fond.

Les exceptions se fondent sur la prétendue inobservation, par le Gouvernement estonien : 1° de la règle de droit international qui veut que la demande soit nationale non seulement au moment de sa présentation, mais également au moment du préjudice subi, et 2° de la règle exigeant l'épuisement du recours interne.

De l'avis de la Cour, la règle de droit international sur laquelle se fonde la première exception lithuanienne est qu'en prenant fait et cause pour l'un de ses ressortissants, en mettant en mouvement en sa faveur l'action diplomatique ou l'action judiciaire internationale, cet État fait valoir son droit propre, le droit qu'il a de faire respecter en la personne de ses ressortissants le droit international. Ce droit ne peut nécessairement être exercé qu'en faveur de son national, parce que, en l'absence d'accords particuliers, (c'est le lien de nationalité entre l'État et l'individu qui seul donne à l'État le droit de protection diplomatique.) Or, c'est comme partie de la fonction de protection diplomatique que doit être considéré l'exercice du droit de prendre en mains une réclamation et d'assurer le respect du droit international. Lorsqu'un dommage a été causé au national d'un pays tiers, une réclamation à raison de ce dommage ne tombe pas dans le domaine de la protection diplomatique que puisse accorder l'État et ne saurait donner ouverture à une réclamation que l'État soit en droit d'endosser.

L'agent du Gouvernement estonien, tant dans ses exposés écrits qu'oraux, s'est efforcé de diminuer l'importance de cette règle de droit international, voire d'en nier l'existence. Il a cité un certain nombre de décisions, mais, à l'examen, on constate qu'il s'agissait de cas où les gouvernements intéressés étaient convenus d'écarter l'application stricte de la règle, c'est-à-dire d'affaires où les deux gouvernements en cause avaient accepté d'instituer un tribunal international pourvu de la compétence nécessaire pour statuer sur les réclamations, même si la condition de nationalité n'était pas remplie. Dans la présente espèce, aucun motif ne permet de croire que l'intention des Parties ait été d'exclure l'application de la règle. L'agent du Gouvernement lithuanien a donc raison de soutenir qu'il appartient à l'Estonie de prouver qu'à l'époque où s'est produit le prétendu

Both the objections were submitted as *preliminary* objections under Article 62 of the Rules of Court. It is clear that Article 62 covers more than objections to the jurisdiction of the Court. Both the wording and the substance of the Article show that it covers any objection of which the effect will be, if the objection is upheld, to interrupt further proceedings in the case, and which it will therefore be appropriate for the Court to deal with before enquiring into the merits.

The Lithuanian objections are based on the non-observance by the Estonian Government: (1) of the rule of international law that a claim must be national not only at the time of its presentation but also at the time of the injury; and (2) of the rule requiring the exhaustion of the remedies afforded by municipal law.

In the opinion of the Court, the rule of international law on which the first Lithuanian objection is based is that in taking up the case of one of its nationals, by resorting to diplomatic action or international judicial proceedings on his behalf, a State is in reality asserting its own right, the right to ensure in the person of its nationals respect for the rules of international law. This right is necessarily limited to intervention on behalf of its own nationals because, in the absence of a special agreement, it is the bond of nationality between the State and the individual which alone confers upon the State the right of diplomatic protection, and it is as a part of the function of diplomatic protection that the right to take up a claim and to ensure respect for the rules of international law must be envisaged. Where the injury was done to the national of some other State, no claim to which such injury may give rise falls within the scope of the diplomatic protection which a State is entitled to afford nor can it give rise to a claim which that State is entitled to espouse.

The Estonian Agent both in the written pleadings and in the oral arguments has endeavoured to discredit this rule of international law, if not to deny its existence. He cited a certain number of precedents, but when these precedents are examined it will be seen that they are cases where the governments concerned had agreed to waive the strict application of the rule, cases where the two governments had agreed to establish an international tribunal with jurisdiction to adjudicate on claims even if this condition as to nationality were not fulfilled. In the present case no grounds exist for holding that the Parties intended to exclude the application of the rule. The Lithuanian Agent is therefore right in maintaining that Estonia must prove that at the time when the injury occurred which is alleged to involve the international responsibility of

préjudice qui mettrait en jeu la responsabilité internationale de la Lithuanie, la société lésée possédait la nationalité estonienne.

S'il est vrai qu'une exception ayant en vue de contester le caractère national d'une réclamation est en principe de nature préliminaire, il n'en est pas ainsi dans le cas concret dont la Cour est saisie. Cela résulte de ce que la base de l'exception par laquelle la Lithuanie entend contester à l'Estonie le droit d'intervenir en faveur de la société, c'est-à-dire l'absence de caractère national de la réclamation, se confond avec le motif sur lequel se base ce même Gouvernement pour dénier à la société son prétendu droit de propriété sur le chemin de fer Panevezys-Saldutiskis.

En effet, la question de savoir si la Société *Esimene* est à considérer comme le propriétaire ou le concessionnaire de la ligne Panevezys-Saldutiskis appartient indubitablement au fond de l'affaire. Le motif sur lequel la société se fonde pour revendiquer la ligne de chemin de fer est qu'elle prétend être la même société que la société russe, ou le successeur de celle-ci. La question de savoir s'il en est ou non ainsi implique une décision sur l'effet des événements survenus en Russie à l'époque de la révolution bolchéviste et de la législation qui y fut édictée ; car on a allégué que ces événements et cette législation avaient mis fin à l'existence de la société, et qu'ils avaient laissé la dévolution des biens de la société situés hors de Russie à l'application de la loi du pays où les biens étaient situés. Or, cette question influe directement sur celle de savoir s'il existait, à l'époque des actes exercés par la Lithuanie et qui donnent naissance à la présente réclamation, un ressortissant estonien dont le Gouvernement estonien pût à bon droit épouser la cause.

De même, la Cour, en examinant les mérites de la demande estonienne, devrait nécessairement se prononcer sur l'interprétation du Traité de Tartu ; car on a plaidé que l'effet de ce traité était de maintenir en existence la société russe et de la transformer automatiquement en une société estonienne. Ici encore, cette question exerce une répercussion directe sur la question de la nationalité, que soulève la première exception lithuanienne. Si, pour statuer sur l'exception lithuanienne, la Cour devait se prononcer quant à l'effet exercé, à l'époque de la révolution en Russie, sur les sociétés russes, par les procédés adoptés par le Gouvernement soviétique, et si elle devait se prononcer sur le sens et les effets du Traité de Tartu, elle se trouverait par là même avoir tranché des questions qui constituent une partie importante du fond du différend.

Pour ces raisons, la Cour ne saurait considérer la première exception lithuanienne comme une exception susceptible, dans l'espèce, d'être décidée sans toucher le fond. La Cour ne peut

Lithuania the company suffering the injury possessed Estonian nationality.

Though it is true that an objection disputing the national character of a claim is in principle of a preliminary character, this is not so in the actual case before the Court. This is because the grounds on which Lithuania disputes Estonia's right to take up the case on behalf of the Company, viz. that the claim lacks national character, cannot be separated from those on which Lithuania disputes the Company's alleged right to the ownership of the Panevezys-Saldutiskis railway.

The question whether the *Esimene* Company is to be regarded as the owner or concessionaire of the Panevezys-Saldutiskis railway undoubtedly forms part of the merits of the dispute. The ground on which the Company claims the railway is that it is the same as, or the successor to, the Russian company. The issue as to whether or not it is so involves a decision with regard to the effect of the events and the legislation in Russia at the time of the Bolshevist revolution, for it has been argued that the events and the legislation in Russia put an end to the company's existence and left the devolution of its property outside Russia to be governed by the law of the country in which the property was situated. This question, however, closely affects also the question whether or not there was in existence at the time of the Lithuanian acts giving rise to the present claim an Estonian national whose cause the Estonian Government was entitled to espouse.

Similarly it would be necessary for the Court in dealing with the merits of the Estonian claim to adjudicate on the interpretation of the Treaty of Tartu, for it has been argued that the effect of that Treaty was to preserve the existence of the Russian company and convert it automatically into an Estonian company. Here again this same question has an intimate bearing on the nationality issue raised by the first Lithuanian objection. If for the purpose of deciding the Lithuanian objection the Court were to give a decision on the effect on Russian companies of the measures of the Soviet Government at the time of the Russian revolution, and as to the meaning and effects of the Treaty of Tartu, it would also have decided questions which form an important part of the merits of the dispute.

For these reasons the Court cannot regard the first Lithuanian objection as one which in the particular circumstances of the case can be decided without passing on the merits. The

donc la retenir comme une exception préliminaire au sens de l'article 62 du Règlement.

La seconde exception lithuanienne se fonde sur la prétendue inobservation, par le Gouvernement estonien, de « la règle du droit des gens exigeant l'épuisement du recours interne ». L'existence de cette règle, qui en principe subordonne la réclamation internationale à cet épuisement, n'est pas contestée par l'agent du Gouvernement estonien ; l'argument de ce dernier est que la présente espèce se range parmi une ou plusieurs des dérogations admises à cette règle.

En premier lieu, on fait valoir que les tribunaux en Lithuanie ne peuvent retenir une action qui serait intentée devant eux dans la présente affaire. En second lieu, on allègue que, sur un point — qui constitue un élément essentiel de la cause estonienne —, la plus haute instance judiciaire en Lithuanie aurait déjà rendu une décision qui donne tort à la réclamation de la société estonienne.

Si le bien-fondé de l'un ou l'autre de ces arguments pouvait être établi, la Cour serait conduite à rejeter la seconde exception lithuanienne. Il ne peut, en effet, y avoir lieu de recourir aux tribunaux internes, si ceux-ci ne sont pas à même de pouvoir statuer ; il n'est pas non plus nécessaire de recourir encore une fois aux tribunaux internes, si le résultat doit être la répétition d'une décision déjà rendue.

Avant d'examiner en détail la seconde exception lithuanienne, il convient de faire observer que, dans la présente espèce, la thèse estonienne se fonde sur le refus de la Lithuanie de reconnaître les droits de l'*Esimene*, en tant que concessionnaire et propriétaire de la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis : c'est-à-dire que cette thèse se fonde sur un différend relatif à la non-reconnaissance d'une prétention, avancée par une personne privée, à un droit de propriété et à un droit contractuel. En principe, dans tous les États, les droits de propriété et les droits contractuels des particuliers relèvent du droit interne, et de ce chef c'est avant tout aux tribunaux internes qu'il appartient d'en connaître.

L'agent du Gouvernement estonien a soutenu que les tribunaux en Lithuanie ne seraient pas compétents pour retenir une action intentée devant eux par la Société *Esimene*, à l'effet d'établir le titre légal de cette société à la propriété de la ligne Panevezys-Saldutiskis. A cette assertion, l'agent du Gouvernement lithuanien a opposé l'affirmation catégorique que les tribunaux lithuaniens possèdent ladite compétence. D'autre part, il a signalé l'article 2 du Code de procédure civile en vigueur en Lithuanie, selon lequel « les personnes privées dont les droits basés sur la loi seraient lésés par des décisions des

Court cannot therefore admit the objection as a preliminary objection within the meaning of Article 62 of the Rules of Court.

The second Lithuanian objection is based on the non-observance by the Estonian Government of "the rule of international law requiring the exhaustion of the remedies afforded by municipal law". The existence of this rule which in principle subordinates the presentation of an international claim to such an exhaustion is not contested by the Estonian Agent; his contention is that the case falls within one or more of the admitted exceptions to the rule.

First it is maintained that the courts in Lithuania cannot entertain a suit in this case. Secondly it is said that on one point—and that a point which constitutes an essential element in the Estonian case—the highest court in Lithuania has already given a decision adverse to the Estonian company's claim.

If either of these points could be substantiated, the Court would be bound to overrule the second Lithuanian objection. There can be no need to resort to the municipal courts if those courts have no jurisdiction to afford relief; nor is it necessary again to resort to those courts if the result must be a repetition of a decision already given.

Before examining in detail the second Lithuanian objection, it should be observed that the Estonian submission in this case is based on Lithuania's refusal to recognize the *Esimene* Company's proprietary and concessionary rights in the Panevezys-Saldutiskis railway, i.e., it is based on a dispute as to the non-recognition of a claim by an individual to a property right and to a contractual right. In principle, the property rights and the contractual rights of individuals depend in every State on municipal law and fall therefore more particularly within the jurisdiction of municipal tribunals.

The Estonian Agent has argued that the Lithuanian courts have no jurisdiction to entertain a suit by the *Esimene* Company to establish the Company's title to the Panevezys-Saldutiskis railway. His allegation is met with an emphatic assertion by the Lithuanian Agent that the courts in Lithuania possess such jurisdiction. The Lithuanian Agent also points to Article 2 of the Lithuanian Code of Civil Procedure where it is laid down that "private persons whose legal rights are infringed by decisions of administrative institutes or persons may bring an action in the courts".

institutions ou personnes administratives peuvent intenter des actions devant les tribunaux.... ».

Le point de savoir si les tribunaux lithuaniens sont ou non compétents pour connaître d'une instance déterminée dépend de la loi lithuanienne et, seuls, les tribunaux lithuaniens peuvent, en cette matière, rendre une décision définitive. La Cour n'a pas à apprécier les arguments développés devant elle soit en vue d'établir la compétence des tribunaux lithuaniens en invoquant certaines dispositions des lois en vigueur en Lituanie, soit pour dénier leur compétence en attribuant un caractère particulier (*saisie jure imperii*) à l'acte du Gouvernement lithuanien. Tant que l'on n'aura pas nettement démontré devant elle que les tribunaux lithuaniens n'ont pas compétence pour connaître d'une action introduite par la Société *Esimene* afin de faire reconnaître son titre de propriété sur la ligne Panevezys-Saldutiskis, la Cour ne peut accepter la thèse de l'agent du Gouvernement estonien selon laquelle la règle de l'épuisement des recours internes ne trouverait pas son application dans le cas présent, parce que la loi lithuanienne ne fournit point de remède.

Le second motif sur lequel l'agent du Gouvernement estonien se fonde pour écarter dans l'espèce l'application de la règle de l'épuisement des recours internes, est que la plus haute instance, le Tribunal suprême de Lituanie, aurait déjà considéré qu'il n'existe pas de lien de continuité entre la société russe et la société estonienne, et par conséquent qu'elle aurait, sur un point qui constitue un élément essentiel de la prétention élevée par la Société *Esimene* sur la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, déjà donné tort à la société. La règle de droit international relative à l'épuisement des recours internes n'a jamais, prétend-on, été considérée comme exigeant qu'un demandeur soit tenu d'intenter une action dans une affaire où l'instance nationale la plus élevée a déjà rendu une décision.

La Cour ne considère pas cet argument comme applicable à la présente espèce.

L'affaire dans laquelle on prétend que le Tribunal suprême de Lituanie aurait rendu, le 26 mars 1934, une décision de cette nature, était une action intentée devant les tribunaux lithuaniens contre la Société *Esimene* par un certain Jeglinas, qui demandait à récupérer la valeur en capital et les arriérés d'intérêt dus pour l'une des obligations émises par la société russe pour la construction du chemin de fer en question, à faire reconnaître aux porteurs d'obligations le droit d'être payés par priorité sur les autres créanciers et à obtenir une décision sur le taux de change à adopter entre le rouble et le litas.

L'agent du Gouvernement lithuanien a fait valoir que l'affaire Jeglinas serait un procès simulé. Quoi qu'il en soit de cette allégation, il suffit à la Cour de faire les observations suivantes.

The question whether or not the Lithuanian courts have jurisdiction to entertain a particular suit depends on Lithuanian law and is one on which the Lithuanian courts alone can pronounce a final decision. It is not for this Court to consider the arguments which have been addressed to it for the purpose either of establishing the jurisdiction of the Lithuanian tribunals by adducing particular provisions of the laws in force in Lithuania, or of denying the jurisdiction of those tribunals by attributing a particular character (*seizure jure imperii*) to the act of the Lithuanian Government. Until it has been clearly shown that the Lithuanian courts have no jurisdiction to entertain a suit by the *Esimene* Company as to its title to the Panevezys-Saldutiskis railway, the Court cannot accept the contention of the Estonian Agent that the rule as to the exhaustion of local remedies does not apply in this case because Lithuanian law affords no means of redress.

The second ground on which the Estonian Agent has maintained that the rule as to the exhaustion of local remedies does not apply in this case is that the highest court, the Supreme Court in Lithuania, has already held that there is no continuity between the Russian company and the Estonian company, and has therefore already given an adverse decision on a point which constitutes an essential element in the *Esimene* Company's claim to the Panevezys-Saldutiskis railway. The rule of international law as to the exhaustion of local remedies has never, it is contended, been held to require that a claimant should be bound to institute proceedings on a point on which the highest court has already given a decision.

The Court does not regard the argument as applicable in this instance.

The case in which it is alleged that the Supreme Tribunal in Lithuania gave such a decision on March 26th, 1934, is a suit brought against the *Esimene* Company in the Lithuanian courts by one Jeglinas to recover the capital value and the arrears of interest due on one of the bonds issued by the Russian company for the construction of the railway in question, and to obtain a decision that holders of the bonds were entitled to be paid in priority to other creditors, and also to obtain a ruling as to the rate of exchange as between roubles and lits.

The Lithuanian Agent stated that the Jeglinas case was not a genuine case. Whatever may be the case on this point, it is sufficient for the Court to make the following observations.

L'affaire étant venue successivement devant le juge de paix et devant le Tribunal d'arrondissement, Jeglinas se pourvut devant le Tribunal suprême de Lithuanie. Les juges de ce tribunal ne tinrent pas compte des thèses et admissions des parties, annulèrent le jugement du Tribunal d'arrondissement et décidèrent de mettre à néant toute la procédure, pour le motif qu'ils n'estimaient pas avoir devant eux un défendeur qualifié. D'après la traduction française qui a été présentée à la Cour, les alinéas importants de cet arrêt sont les suivants :

« Le défendeur appelé dans cette affaire à répondre de l'obligation n'est pas la Première Société des Chemins de fer secondaires en Russie, dont le Conseil d'administration se trouve à Pétrograd, mais la Première Société des Chemins de fer secondaires en Russie, dont le Conseil d'administration se trouve en Estonie, à Tallinn, et dont l'administrateur-délégué Paul Klompus habite actuellement à Kaunas à l'Hôtel de Lithuanie, rue Daukant n° 9. Par conséquent, pour soumettre cette affaire à la compétence des tribunaux lithuaniens, un domicile est créé artificiellement en violation de l'article 220 du Code de procédure civile, qui indique où une société doit être assignée.

D'autant plus que, comme on le voit par les preuves produites par le défendeur, il n'existe pas en Estonie de société au nom de laquelle l'obligation a été émise et dont les statuts auraient été en vigueur en 1892, mais il existe une société nouvellement constituée sous le nom de *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* (ce qui peut-être, en traduction, veut dire : « Première Société des Chemins de fer secondaires en Russie »).

Les preuves ne sont pas fournies dans l'espèce que la société estonienne indiquée puisse être reconnue par nos lois ou par les traités internationaux comme successeur de l'ancienne société russe, et le Tribunal ne connaît pas de tels lois ou traités. Seules les sociétés dont les statuts sont enregistrés conformément à nos lois et dûment publiés (loi sur les sociétés par actions, « Messenger du Gouvernement », n° 179) peuvent agir en Lithuanie. Et seules ces sociétés par actions ont le droit d'avoir leurs entreprises, en particulier des entreprises d'aussi grande importance que les chemins de fer. De plus, le Tribunal d'arrondissement, avec la participation du représentant de la société estonienne et se basant sur le § 14 de l'obligation, a donné au demandeur un droit d'exécution privilégié sur les biens meubles et immeubles du chemin de fer Sventziany-Ponévège, quoique, comme il a été indiqué, une partie de cette voie est en possession du ministère des Communications de Lithuanie.

Considérant ce qui précède, il n'y a pas de raison de reconnaître l'administrateur de la société estonienne *Esimene Juurdeveo Raudteede Selts Venemaal* Paul Klompus comme un défendeur qui a le droit de répondre de l'obligation n° 0742, émise par la « Première Société des Chemins de fer secondaires en « Russie », c'est-à-dire en qualité de défendeur tel qu'il est prévu à l'article 4 du Code de procédure civile, et en conséquence toute la procédure dans cette affaire, qui a eu lieu sans que le

After the case had been dealt with in the Court of the *juge de paix* and the *Tribunal d'arrondissement*, Jeglinas entered an appeal to the Supreme Court in Lithuania. The judges in that court ignored the contentions and admissions of the parties, annulled the judgment of the *Tribunal d'arrondissement* and quashed all the proceedings upon the ground that there was no properly qualified defendant before the court. The following are the important paragraphs of the judgment according to the French translation supplied to the Court:

“The defendant cited in this case as liable for the bond is not the First Company of Secondary Railways in Russia, with its Board of Directors in Petrograd, but the First Company of Secondary Railways in Russia, with its Board of Directors at Tallinn in Estonia and whose managing director, Paul Klompus, at present resides in Kaunas, at the Lithuania Hotel, No. 9, Daukant Street. Consequently, in order to bring this case within the jurisdiction of the Lithuanian courts, a domicile has been artificially created in breach of Article 220 of the Code of Civil Procedure which indicates where a company is to be sued.

More especially since, as may be seen from the evidence produced by the defendant, no company exists in Estonia in whose name the bond was issued and whose statutes were in force in 1892, but there is a company newly founded under the name of *Esimene Juurdeveo Raudteeäe Selts Venemaal* (which, translated, may mean: ‘First Company of Secondary Railways in Russia’).

Evidence has not been produced in this case that the said Estonian company can be recognized by our laws or by international treaties as successor to the old Russian company, and the Court knows of no such laws or treaties. Only companies whose statutes are registered in accordance with our laws and duly published (law concerning joint-stock companies, ‘Government Gazette’, No. 179) may operate in Lithuania. And only such joint-stock companies are entitled to have their enterprises there, especially enterprises of such great importance as railways. Moreover the *Tribunal d'arrondissement*, with the participation of the representative of the Estonian company and on the basis of § 14 of the bond, gave the claimant a preferential right of execution upon the movable and immovable property of the Sventziany-Ponévége railway, although, as has been stated, part of this line is in the possession of the Lithuanian Ministry of Communications.

In view of the foregoing, there is no ground for regarding Paul Klompus, the director of the *Esimene Juurdeveo Raudteeäe Selts Venemaal* Company, as a defendant entitled to answer for bond No. 0742, issued by the ‘First Company of Secondary Railways in Russia’, i.e., as qualified to be the defendant in accordance with Article 4 of the Code of Civil Procedure, and consequently the whole of the proceedings in this case which have taken place without the real defendant

véritable défendeur ait été appelé et entendu, doit être annulée et le pourvoi en cassation laissé sans examen. »

On a supposé que les passages ci-dessus cités, d'après lesquels les preuves n'étaient pas fournies dans l'espèce que la société estonienne pût être reconnue comme successeur de l'ancienne société russe, signifieraient que le Tribunal suprême, après avoir examiné les preuves, aurait rendu une décision sur les conséquences à tirer desdites preuves. Mais la lecture de l'arrêt révèle que le sens du passage de l'arrêt cité est simplement qu'aucune preuve n'a été fournie aux tribunaux lithuaniens de l'identité des deux sociétés.

On doit également faire remarquer que, si la Société *Esimene* entamait une procédure devant un tribunal lithuanien pour faire reconnaître son droit d'être considérée comme propriétaire et concessionnaire de la ligne Panevezys-Saldutiskis, les parties en cause ne seraient pas les mêmes que dans l'affaire Jeglinas, — de sorte que le principe de la chose jugée ne pourrait en quoi que ce soit intervenir. Rien ne démontre non plus que la Société *Esimene* se trouverait en présence d'une jurisprudence constante des tribunaux lithuaniens qui, malgré la différence des parties en cause, ne laisserait aucun espoir de succès à une action éventuellement intentée par la société.

L'agent du Gouvernement estonien a également signalé à l'attention de la Cour un avis rendu, le 25 janvier 1933, par le Conseil d'État de Lithuanie, au sujet de la base juridique de la prétention élevée par la Société *Esimene* sur la ligne de chemin de fer Panevezys-Saldutiskis. La conclusion du Conseil d'État était que la Société *Esimene* n'était ni la même que la société russe, ni le successeur de celle-ci, et qu'en conséquence elle n'avait pas de titre légal pour prétendre à la possession du chemin de fer.

La fonction du Conseil d'État en Lithuanie est, entre autres, de signaler au Conseil des Ministres ou au ministre intéressé les cas dans lesquels les ordonnances, règlements ou instructions des organes du pouvoir exécutif ne sont pas conformes aux lois en vigueur. Le Conseil n'est pas une autorité judiciaire dont l'opinion lie les tribunaux lithuaniens. Pour ce motif, le fait qu'en 1933 le Conseil d'État avait, dans un avis fourni au Gouvernement lithuanien, refusé de reconnaître la validité de la prétention de la Société *Esimene*, ne saurait être regardé comme dispensant cette société de chercher remède devant les tribunaux lithuaniens.

Aucun des motifs avancés par l'agent du Gouvernement estonien en faveur de la non-application de la règle de l'épuisement des recours internes ne peut donc être considéré comme bien fondé dans la présente espèce.

having been summoned or heard must be annulled and the appeal in cassation cannot be considered¹.”

The passage quoted above in which it is said that the proofs had not been submitted in the case to show that the Estonian company could be recognized as the successor of the former Russian company has been thought to mean that the Supreme Tribunal examined the evidence and gave a decision as to its effect. An examination of the judgment shows however that the passage in the judgment means no more than that no evidence had been submitted to the Lithuanian courts to show the identity of the two companies.

It must also be pointed out that if the *Esimene* Company instituted proceedings in the Lithuanian court as to their right to be regarded as the owners and concessionaires of the Panevezys-Saldutiskis railway, the parties to the suit would not be the same as those in the Jeglinas case—so that no question of *res judicata* could arise; nor is there anything to show that the *Esimene* Company would find itself confronted by a course of decisions (*jurisprudence constante*) of the Lithuanian courts which would render the Company's suit hopeless, despite the difference of the parties.

The Estonian Agent has also drawn the attention of the Court to an opinion rendered by the Lithuanian Council of State on January 25th, 1933, as to the juridical basis of the *Esimene* Company's claim to the Panevezys-Saldutiskis railway. The conclusion reached by the Council of State was that the *Esimene* Company was neither the same as nor the successor to the Russian company and therefore had no claim to the railway.

The function of the Council of State in Lithuania is among others to notify to the Council of Ministers or to the particular Minister concerned any case in which the orders, regulations or instructions of the executive authorities are inconsistent with the laws in force. It is not a judicial authority the opinions of which would be binding on the Lithuanian courts. For this reason the fact that in 1933 it rendered an opinion to the Lithuanian Government adverse to the validity of the *Esimene* Company's claim cannot be regarded as excusing that Company from seeking redress in the Lithuanian courts.

Neither of the reasons put forward by the Estonian Agent for the non-application of the rule as to the exhaustion of the local means of redress can therefore be regarded as holding good in the present case.

¹ Translation by the Registry.

Par conséquent, d'une part, la seconde exception préliminaire lithuanienne étant présentée afin d'exclure l'examen par la Cour du fond de l'affaire, et la Cour pouvant statuer sur ladite exception sans se prononcer en aucune façon sur le fond de l'affaire, l'exception doit être retenue comme préliminaire, au sens de l'article 62 du Règlement. D'autre part, en ce qui concerne le fond même de l'exception, il est constant que la société estonienne n'a institué aucun procès devant les tribunaux lithuaniens pour faire valoir son titre au chemin de fer Panevezys-Saldutiskis.

L'exception doit donc être considérée comme recevable en ce qui concerne son caractère préliminaire et justifiée en ce qui concerne son fond.

PAR CES MOTIFS,

La Cour,

par dix voix contre quatre,

Déclare que l'exception concernant le non-épuisement des recours internes est bien fondée et déclare irrecevable la demande présentée par le Gouvernement estonien.

Le présent arrêt a été rédigé en français et en anglais, le texte français faisant foi.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-huit février mil neuf cent trente-neuf, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement estonien et au Gouvernement lithuanien.

Le Président de la Cour :

(Signé) J. G. GUERRERO.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

In consequence, on the one hand, the second Lithuanian preliminary objection having been submitted for the purpose of excluding an examination by the Court of the merits of the case, and being one upon which the Court can give a decision without in any way adjudicating upon the merits, must be accepted as a preliminary objection within the meaning of Article 62 of the Rules. On the other hand, as regards the merits of the objection, it is common ground between the Parties that the Estonian company has not instituted any legal proceedings before the Lithuanian courts in order to establish its title to the Panevezys-Saldutiskis railway.

The objection must therefore be regarded as one that can be entertained as an objection of a preliminary character and as well-founded as regards its substance.

FOR THESE REASONS,

The Court,

by ten votes to four,

Declares that the objection regarding the non-exhaustion of the remedies afforded by municipal law is well founded, and declares that the claim presented by the Estonian Government cannot be entertained.

The present judgment has been drawn up in French and English, the French text being authoritative.

Done at the Peace Palace, The Hague, this twenty-eighth day of February, one thousand nine hundred and thirty-nine, in three copies, one of which will be deposited in the archives of the Court and the others will be communicated to the Estonian Government and to the Lithuanian Government respectively.

(Signed) J. G. GUERRERO,

President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,

Registrar.

Le comte ROSTWOROWSKI et M. DE VISSCHER, juges, déclarant ne pouvoir se rallier à la partie de l'arrêt rendu par la Cour concernant la première exception présentée par le Gouvernement lithuanien, et se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, joignent à l'arrêt l'exposé de leur opinion individuelle.

M. ALTAMIRA, juge, déclare ne pas pouvoir se rallier au présent arrêt, aussi bien dans ce qui constitue son dispositif qu'à l'égard de ses motifs.

Le jonkheer VAN EYSINGA, M. HUDSON et M. ERICH, juges, déclarant ne pouvoir se rallier à l'arrêt rendu par la Cour et se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, ont chacun joint à l'arrêt l'exposé de leur opinion individuelle.

M. RÖMER'IS, juge *ad hoc*, tout en se ralliant au dispositif de l'arrêt, déclare, en ce qui concerne l'abstention de la Cour de statuer sur la première exception préliminaire lithuanienne pour le motif que cette exception ne serait pas susceptible d'être décidée sans toucher le fond, ne pouvoir adhérer à cette considération de la Cour et se rallie à l'opinion individuelle présentée par les juges M. De Visscher et le comte Rostworowski.

(Paraphé) J. G. G.

(Paraphé) J. L. O.

Count ROSTWOROWSKI and M. DE VISSCHER, Judges, declare that they are unable to concur in that part of the judgment given by the Court concerning the first objection raised by the Lithuanian Government and, availing themselves of the right conferred upon them by Article 57 of the Statute, have appended to the judgment the separate opinion which follows.

M. ALTAMIRA, Judge, declares that he is unable to concur in this judgment in regard either to the operative clause or to the grounds on which it is based.

Jonkheer VAN EYSINGA, Mr. HUDSON and M. ERICH, Judges, declare that they are unable to concur in the judgment given by the Court and, availing themselves of the right conferred upon them by Article 57 of the Statute, have appended to the judgment the respective separate opinions which follow.

M. RÖMER'IS, Judge *ad hoc*, while in agreement with the operative clause of the judgment, declares, with regard to the fact that the Court has refrained from adjudicating upon the first Lithuanian preliminary objection on the ground that it would be impossible to do so without entering into the merits, that he is unable to concur in the opinion of the Court on this point and is in agreement with the separate opinion delivered by M. De Visscher and Count Rostworowski, Judges.

(Initialled) J. G. G.

(Initialled) J. L. O.